



Le monitoring de la sécurité alimentaire : Comment? Pourquoi?

C'est quoi le monitoring?

Le monitoring est en quelque sorte un tableau de bord de la sécurité alimentaire, au moyen d'indicateurs, directs ou indirects, qui se rapportent aux déterminants de l'insécurité alimentaire, à ses manifestations et répercussions, ainsi qu'aux actions mises en oeuvre pour la faire reculer.

Le monitoring implique forcément un suivi de l'évolution des indicateurs dans le temps et vise trois objectifs prioritaires :

- Documenter l'évolution du problème d'insécurité alimentaire : son ampleur, les groupes touchés, les facteurs qui y contribuent, les initiatives de solution;
- Sensibiliser, mobiliser les citoyens, le grand public, les décideurs;
- Favoriser des actions appropriées et concertées aux différents niveaux.

Le Groupe des partenaires pour la sécurité alimentaire sur l'île de Montréal, a fait du monitoring l'un des volets de son plan d'action. Il a ainsi confié sa réalisation à un sous-comité dirigé par Hélène Delisle du Département de nutrition de l'Université de Montréal.

Deux approches complémentaires ont été adoptées par le Groupe des partenaires : un monitoring à base communautaire et un monitoring à l'échelle de la région de Montréal-Centre. Ces deux approches sont étroitement reliées, se chevauchent parfois et se complètent.

Le monitoring à base communautaire repose sur une approche participative, continue et concertée de groupes dans la communauté. Dans la première phase du projet, une dizaine de territoires ont été associés au processus, apportant des données majoritairement qualitatives à partir de la fiche de monitoring proposée.

Depuis, des partenaires d'autres territoires se sont associés au processus et on espère couvrir l'ensemble de la région éventuellement.

Caroline Marier, agente du projet pour le volet de monitoring communautaire, joue un rôle très actif pour soutenir les groupes participants.

Le monitoring à l'échelle de la région est en partie une synthèse des situations locales. Il s'appuie aussi sur des données provenant de trois sources : les communautés (territoires de CLSC), l'étude des commerces alimentaires de détail et les banques de données existantes (par exemple, les données provenant du dernier recensement de Statistique-Canada).

Une carte a été confectionnée pour chaque territoire de CLSC et permet d'identifier la répartition des commerces, dépanneurs et autres détaillants en alimentation sur l'ensemble du territoire. C'est un portrait fort pertinent pour les groupes intervenant en sécurité alimentaire.

Qu'est-ce que la fiche de monitoring?

C'est le principal outil du monitoring qui présente un portrait de la sécurité alimentaire pour chaque territoire de CLSC et porte sur les points suivants :

- l'identification des groupes de population particulièrement à risque
- l'identification des îlots à risque
- les problèmes particuliers tels l'approvisionnement alimentaire commercial, le transport, l'emploi et le revenu, le logement, l'accès à l'information et la formation
- la liste des organismes de dépannage alimentaire
- la liste des organismes de repas gratuits et soupes populaires
- la liste des actions et mobilisations favorisant la sécurité alimentaire :
 - actions portant sur l'alimentation
 - actions autres qu'alimentaires
 - structures de concertation
- autres facteurs favorisant la sécurité alimentaire.

Quelques indicateurs de risque d'insécurité alimentaire

Plusieurs indicateurs permettent de cerner les risques d'insécurité alimentaire et ont été répertoriés partiellement à partir de la fiche de monitoring : outre l'approvisionnement alimentaire commercial, on parle aussi de transport, d'emploi et de revenu, de logement, d'accès à l'information, etc...

D'autres sources d'information aideront également à définir des indicateurs, par exemple :

- Heures de travail requises au salaire minimum pour se nourrir pendant un mois en 1999 :
 - Femme avec 2 enfants : 56,4 heures
 - Famille-type de 4 personnes : 74,4 heures (information produite par le Dispensaire diététique de Montréal)
- Services disponibles dans les divers magasins d'alimentation :
 - livraison, commandes par téléphone, cartes de débit, rampes pour chaises roulantes etc./ par territoire (information produite par l'étude des magasins)
- Logement :
 - Répartition des habitations à loyer modique à Montréal-Centre avec nombre et liste d'attente (information provenant des municipalités);
 - Proportion de locataires consacrant plus de 30 % et plus de 50 % de leur revenu au logement (données du recensement compilées pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain).

Les indicateurs, pris individuellement ou combinés, ainsi que d'autres facteurs explicatifs permettent d'interpréter sinon mesurer l'état d'insécurité alimentaire pour chaque territoire ayant participé à la démarche de monitoring.

L'analyse qui en ressort doit être interprétée en fonction des caractéristiques propres à chaque territoire. Le travail des inter-

venants du milieu devient ici très important pour mettre à jour, valider ou enrichir les données.

Une première phase d'un processus en continu

Une première étape vient d'être franchie grâce aux efforts et à la participation de nombreux partenaires sensibilisés à l'importance du développement de la sécurité alimentaire.

Le processus mis en place doit se poursuivre et être mis à jour sur une base régulière afin de suivre l'évolution de la situation sur chaque territoire. C'est à ce prix qu'un véritable processus de monitoring en sécurité alimentaire fournira une vision juste et permettra conséquemment d'intervenir adéquatement dans ce dossier.

« La surveillance des indicateurs reliés à la sécurité alimentaire n'a de sens que si elle se poursuit en continu », comme le souligne à juste titre Madame Delisle.



Photo : Norma Droulet

Une approche unique et novatrice

En dépit de l'importance qu'on lui reconnaît, il n'y a pour l'instant aucun système de monitoring de la sécurité alimentaire des individus, des ménages ou des communautés au Québec ni même au Canada. Le projet dans la région de Montréal-Centre fournit l'occasion de développer un tel système, de le mettre à l'épreuve et d'en vérifier la faisabilité.

De plus, son originalité réside essentiellement dans la combinaison d'une approche participative à base communautaire et d'une approche plus globale au niveau régional.

Des quartiers s'impliquent

Dix-sept territoires de CLSC participent actuellement au processus de monitoring de la sécurité alimentaire via différents partenaires impliqués dans le domaine. Nous avons rencontré certains porte-parole pour faire le point sur l'impact de la démarche de monitoring dans leur groupe ou leur quartier.

À Rosemont, rapprocher les groupes

Richard Perreault est impliqué à Bouffe-Action depuis 1995 où il est présentement le directeur.

C'est ainsi qu'il participe au Groupe des partenaires pour le développement de la sécurité alimentaire comme représentant d'un groupe de concertation de projets locaux en alimentation dans Rosemont.

Le monitoring en sécurité alimentaire tel que proposé alors par le sous-comité paraît « un peu flyé au départ mais à long terme est intéressant pour avoir un portrait documentaire de la situation ».

La participation de Bouffe-Action à cette démarche à l'été 1998 a permis dans un premier temps de faire un relevé des magasins et commerces du territoire.

De plus, la production du portrait a rejoint les gens et on a alors découvert la présence

d'autres intervenants dans le domaine du dépannage alimentaire. Il en est résulté la publication d'un bottin des ressources en sécurité alimentaire pour le territoire de Rosemont.

La confection de la fiche de monitoring pour le quartier a eu également un effet d'entraînement auprès de différents partenaires qui souhaitent s'impliquer maintenant dans une concertation alimentaire plus large.

Finalement, la Corporation de développement économique communautaire de Rosemont (CDEC) a identifié en 1998-99, parmi cinq priorités, la question de la sécurité alimentaire.

Globalement, la fiche de monitoring a ouvert les yeux sur les problèmes de sécurité alimentaire sur le territoire et a favorisé des contacts plus étroits entre les groupes.

La fiche est un outil d'animation et d'information pour les groupes et elle entraîne un décloisonnement des perspectives en matière d'intervention dans le domaine de l'alimentation.

À Hochelaga-Maisonneuve, améliorer la disponibilité d'aliments frais

Jeannelle Bouffard fonde le Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) Saint-



Carole Michaud, Jeannelle Bouffard et Carole Cronier au Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) Saint-Barnabé

Barnabé en 1991 et ouvre le Magasin d'alimentation communautaire afin d'offrir une alternative au dépannage alimentaire. Des ateliers d'information, des soupers commu-

nautaires et autres activités éducatives s'ajoutent au fil des ans pour la population démunie du quartier.

En 1995, le CAP prend un nouveau tournant et devient l'organisme parte-

naires de soutien à la banque alimentaire dans la perspective de proposer de nouvelles approches alternatives au problème d'alimentation dans le quartier. De nouvelles interventions se développent.

Ce tournant amène une clientèle plus démunie à l'organisme : cette clientèle est de plus en plus nomade, semi-itinérante, majoritairement composée d'hommes. « La moitié du quartier vient ici pour le dépannage alimentaire » dira Jeannelle.

Et le monitoring sur la sécurité alimentaire dans tout ça ?

Des intervenants de l'organisme y ont participé et c'est ainsi que Hochelaga-Maisonneuve fait partie des dix territoires répertoriés lors de la première phase du projet de monitoring communautaire.

La carte locale de répartition des commerces d'alimentation montre que le quartier ne semble pas trop dépourvu en commerces d'alimentation. Cependant, « ça ne veut pas dire que le monde a plus d'argent pour y aller, et, surtout, le type d'aliment y est souvent moins varié qu'ailleurs. Donc la quantité de magasins ne garantit pas l'accessibilité; de plus, la variété et la qualité ne sont pas nécessairement au rendez-vous ».

D'autre part, le CAP a fait une réflexion sur le pertinence de créer des groupes d'achats pour conclure qu'il valait mieux privilégier l'achat local, encourager les petits commerces du quartier afin de ne pas hypothéquer ce marché. D'autant plus, qu'ils sont accessibles facilement pour une population qui n'a pas de moyens de transport individuel.

Voilà un exemple de prise en charge du milieu et de participation à un processus de monitoring communautaire.

À la Petite Patrie, faire de la sécurité alimentaire une priorité de quartier

L'implication des intervenants de Petite Patrie au processus de monitoring, à la fin de l'été 1999, a coïncidé avec la réflexion entreprise sur les orientations à donner à ce dossier, nous ont confié Jocelyne Moretti, organisatrice communautaire, membre de la Table en sécurité alimentaire et William John, coordonnateur du Magasin Partage et porte-parole du Collectif d'aide alimentaire de la Petite Patrie.

Les groupes regardaient aussi ce qui se faisait ailleurs et la définition retenue par le Groupe des partenaires pour la sécurité alimentaire convenait. On peut parler d'un bon momentum pour implanter le processus de monitoring.

Il faut dire de plus que le travail autour de la démarche du plan local d'action et de concertation en emploi a permis de mieux positionner les priorités du quartier.

Il apparaît que le processus peut être aidant dans l'orientation des interventions et des priorités. Par exemple, il serait opportun d'identifier les besoins spécifiques pour les personnes âgées ou pour les personnes en perte d'autonomie.

On recherche des solutions structurantes et à long terme pour la population du territoire.

D'autre part, la carte locale des magasins d'alimentation suscite de l'intérêt. Il faudrait être capable de l'utiliser maintenant : la faire circuler, se l'approprier et l'utiliser pour soutenir les revendications et les projets qui en découlent. On pourrait envisager de faire des consultations-terrain pour refléter les préoccupations spécifiques.

Cependant, ça demande du temps pour agir à plusieurs niveaux. Comme il y a déjà beaucoup de bénévolat dans les projets d'aide et de concertation en sécurité alimentaire, on se demande comment faire pour avoir des ressources pour aller plus loin dans ce processus? Comment libérer du temps à des bénévoles déjà très impliqués?

Lachine : le défi de trouver des ressources

Luc Rabouin est animateur et partenaire de la Table de concertation sur la sécurité alimentaire du Vieux-Lachine.

La Table a participé au processus l'année dernière en complétant la fiche de monitoring.

Un concept, une définition :

Le monitoring de la sécurité alimentaire s'appuie sur le suivi dans le temps de divers indicateurs qui correspondent aux éléments qui définissent justement ce qu'est la sécurité alimentaire. À cet égard, rappelons que le Groupe des partenaires s'est entendu pour travailler avec la définition suivante.

Il y a sécurité alimentaire : lorsque toute une population a accès en tout temps, et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable, et acceptable au point de vue social et culturel, lorsque les individus ont un pouvoir d'achat adéquat, et

lorsqu'ils ont accès à une information simple et fiable qui confère des habiletés permettant des choix alimentaires éclairés.

Il y a insécurité alimentaire : quand on manque d'aliments, quand on a peur d'en manquer, ou quand on subit des contraintes dans les choix de ses aliments, contraintes qui affectent la qualité nutritionnelle du régime.



Photo : Jean Bruneau

La carte locale du portrait des commerces d'alimentation a été distribuée récemment à l'ensemble des groupes membres de la Table; elle semble un outil dont l'utilisation n'a pas pu être mesurée véritablement à ce jour.

Actuellement, les organismes du territoire en sécurité alimentaire sont très engagés dans leurs priorités et projets respectifs; conséquemment, le potentiel de mobilisation autour du développement d'actions, résultant du portrait, apparaît incertain si des ressources ne sont pas dégagées pour en assurer le suivi.

Il est donc difficile pour le moment d'entrevoir quelles seront les suites et quelle liaison pourra se faire entre le local et le régional sur le projet de monitoring en sécurité alimentaire. Ces questions seront discutées à la Table l'automne prochain.

Villeray : recentrer les actions locales

Le récent bilan des groupes en alimentation du territoire de Villeray s'est révélé positif quant à la démarche de monitoring entreprise.

Selon Gilles Dumouchel, organisateur communautaire au CLSC Villeray et personne-ressource à la Table de concertation sur l'alimentation de Villeray le processus proposé arrivait au bon moment pour la Table de Villeray.

La fabrication de la carte locale des magasins d'alimentation a permis aux bénévoles des groupes, « Monsieur et Madame tout le monde » majoritairement, de mieux connaître leurs ressources en alimentation et « d'avoir un outil l'fun et concret ».

La confection de la fiche de monitoring a facilité le partage d'information sur les actions des groupes et confirmé l'importance du maillage local dans ce dossier. Elle a donné un temps d'arrêt aux groupes selon un échéancier souple et dans le respect de la dynamique locale.

C'est un outil de travail que les groupes vont se réapproprier pour maintenir leur collaboration.

Globalement, le monitoring en sécurité alimentaire dans Villeray invite au recentrage des actions locales tout en favorisant l'identification des doublons et des manques au niveau de l'information.

À Notre-Dame-de-Grâce, identifier de nouvelles cibles

Comme nous l'a relaté Jean-Marie Chapeau, animateur des Jardins collectifs à Notre-Dame-de-Grâce et de la Table de concertation sur la sécurité alimentaire, la carte locale a demandé beaucoup de travail. Mais la démarche s'est avérée très enrichissante puisqu'elle rejoignait un des deux volets d'intervention de la Table, soit la distribution locale des légumes et des produits.

Quant à la fiche de monitoring, elle a réservé quelques bonnes surprises : avec des composantes territoriales assez riches mais aussi de grosses poches de pauvreté autour, on a constaté qu'il y avait une bonne diversité de commerces d'alimentation avec de larges gammes de prix, répondant ainsi aux besoins de tous les porte-monnaie.

D'autre part, on apprend que le territoire est assez bien desservi en transport ce qui facilite conséquemment l'accès aux commerces pour toute la population.

Participer au processus de monitoring en sécurité alimentaire a permis de gagner du temps au niveau de la cueillette d'information sur diverses questions touchant la sécurité alimentaire. La fiche devient un outil intéressant de référence pour l'identification des prochaines cibles d'intervention sur le territoire.

Un effort à long terme

Le Groupe des partenaires pour le développement de la sécurité alimentaire s'est donné trois ans pour expérimenter cette démarche du monitoring. On bâtit le monitoring présentement et le projet sera évalué en 2001. « Entendons-nous bien », insiste Lise Bertrand, « ce n'est qu'après deux ou trois recueils d'informations semblables que nous pourrions parler d'avoir mis sur pied un système de monitoring ».



Photo : Jean Bruneau

